

Mégabassines, data centers : « La guerre contre l'eau s'est intensifiée »

Dans le livre-enquête « Les Assoiffeurs », les journalistes Nicolas Celnik et Fabien Benoit montrent comment certains acteurs privés accaparent, avec la bénédiction de l'État, une ressource de plus en plus rare et de plus en plus polluée.

[Lucie Delaporte](#)

8 mai 2026 à 13h03

Depuis dix ans, un tiers du territoire français subit des restrictions d'eau et le pays vit désormais au rythme d'épisodes de sécheresse toujours plus longs et plus intenses. Qui demain aura accès à l'eau ? De quelle qualité ? Depuis les années 1980, près de 14 000 captages d'eau potable ont dû fermer en raison de taux de pollution aux pesticides trop importants. Et le scandale de [la contamination massive aux PFAS](#) ne fait que commencer...

À Sainte-Soline, les militants en lutte contre l'accaparement de l'eau par le modèle agricole productiviste ont reçu pour toute réponse du gouvernement [un déluge de grenades](#).

Dans une enquête fouillée, les journalistes Fabien Benoit et Nicolas Celnik montrent comment certains acteurs privés, des producteurs de maïs aux promoteurs de data centers, font main basse sur l'eau, avec la bénédiction de l'État.

Les Assoiffeurs. Enquête sur ces entreprises qui accaparent notre eau (Les Liens qui libèrent, 2026) pointe comment certains comptent aussi capitaliser sur la raréfaction de la ressource et sur les inquiétudes concernant la santé. Entretien.



Nicolas Celnik et Fabien Benoit. © Photo Hermance Triay pour LLL

« Mediapart » : La loi d'urgence agricole qui arrive à l'Assemblée nationale le 19 mai comporte un important volet sur l'eau. Une fois de plus, le gouvernement veut « sécuriser » l'accès à l'eau pour les agriculteurs et agricultrices irrigant·es, au détriment des autres usagers et usagères, en favorisant notamment la construction de mégabassines.

Fabien Benoit : On a beaucoup parlé de guerre de l'eau, notamment autour des bassines. Pour nous, il y a surtout une guerre contre l'eau, c'est-à-dire contre cette ressource, pour l'accaparer, pour l'abîmer. Cette loi d'urgence agricole en est un nouvel épisode. Si on met d'ailleurs bout à bout la loi d'orientation agricole qui consacre l'intérêt majeur de l'agriculture, les arrêtés sécheresse qui exonèrent régulièrement les plus gros accapareurs de l'eau, et la révision de la directive-cadre eau européenne qui est sur la table..., on se rend compte que cette guerre contre l'eau s'est intensifiée, au détriment de sa qualité, de sa disponibilité.

On normalise le fait qu'en cas de sécheresse, l'activité économique vaut autant que la préservation de l'environnement.

Nicolas Celnik

Nicolas Celnik : Il y a dans ce projet de loi deux articles qui entrent en résonance avec notre enquête : l'article 6, qui prévoit que le préfet puisse déroger aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) pour des projets d'ouvrage de stockage de l'eau, et l'article 5, qui rend facultative la consultation publique pour construire une bassine. Cela correspond à ce que le chercheur Sylvain Baron appelle la « *préfectorialisation de la politique de l'eau* ». C'est la volonté de donner aux préfets des moyens de contourner cette démocratie locale de l'eau, qui est certes imparfaite, mais qui reste une expérimentation démocratique vraiment intéressante. Là, on assiste à une « reverticalisation » des politiques de l'eau au nom des intérêts économiques.

Vous montrez bien dans votre livre comment ceux que vous appelez les « assoiffeurs » parviennent à s'affranchir du droit commun pour faire main basse sur la ressource.

N. C. : Nous avons cherché à comprendre les stratégies des grands acteurs économiques (agriculture, data centers, embouteilleurs...) qui s'assurent qu'ils bénéficieront de réserves d'eau, même dans des situations de tension sur la ressource. Leur travail de lobbying a été, effectivement, de normaliser des situations d'exception. Alors qu'il existe en France une hiérarchie des usages de l'eau qui priorise la santé humaine, puis les écosystèmes et enfin les enjeux économiques, être parvenu à imposer l'agriculture comme « d'intérêt général majeur » dans la loi inverse cette hiérarchie. On normalise le fait qu'en cas de sécheresse, l'activité économique vaut autant que la préservation de l'environnement. Une mégabassine est présumée dans la loi Duplomb d'intérêt général majeur.

[Dossier Mégabassines, la guerre de l'eau 84 articles](#)

F. B. : Et quand on parle de « l'agriculture qui a besoin d'eau », il faut rappeler quelques ordres de grandeur. L'agriculture représente 60 % de la consommation d'eau douce en France, 92 % de cette eau-là va à l'agriculture irriguée. Et les surfaces irriguées en France, c'est 7 à 8 % des surfaces. Donc, 93 % du monde agricole n'a pas besoin de beaucoup d'eau. Ce n'est pas « l'agriculture » qui a besoin d'énormément d'eau mais un certain modèle agro-industriel

qui produit de la céréale, dont en bout de chaîne 7 % environ sert finalement à l'alimentation humaine.

Vous dites que c'est la répression des manifestant·es de Sainte-Soline contre les mégabassines qui vous a donné l'envie de faire ce livre. Pourquoi ?

F. B. : L'usage extrême de la violence pour réprimer des militants qui défendaient l'eau comme un patrimoine commun, ce qui est inscrit dans la loi, nous a effectivement frappés. L'idée d'accaparement de l'eau était au cœur de cette mobilisation et cela nous a conduits à nous interroger sur les acteurs qui aujourd'hui accaparent cette ressource avec le soutien de l'État.

N. C. : Concernant l'agriculture, c'était intéressant d'essayer d'enquêter sur le fonctionnement de ce petit monde du lobbying de la FNSEA. Le principal syndicat agricole a un groupe dédié spécialement au lobbying sur la production du maïs, et ce lobby a son propre lobby interne spécialement dédié à l'irrigation du maïs. Pourquoi ? Parce qu'on a besoin de beaucoup d'eau pour le maïs, et en particulier au pic de chaleur, parce que c'est une plante tropicale.

Il y a un récit, forgé depuis des décennies, pour nous faire croire que le numérique s'affranchirait [...] de la pression sur les écosystèmes.

Fabien Benoit

Ils ont travaillé à diffuser l'idée, notamment dans les médias, qu'il fallait absolument stocker l'eau d'hiver pour l'été parce que sinon l'eau « partirait à la mer ». En fait, d'après les compréhensions du cycle de l'eau, il est au contraire important de laisser l'eau s'infiltrer dans la terre, être stockée dans des zones humides, comme l'expliquent les hydrogéologues. Le lobbying de la FNSEA a aussi consisté à faire travailler le concept de « souveraineté alimentaire », qui signifiait initialement la capacité de manger ce qu'on produit, et qui désigne à présent la capacité de choisir vers qui l'on exporte notre production. Au nom de la « souveraineté alimentaire », on soutient les producteurs de maïs qui exportent pour nourrir le bétail.

Et vous montrez aussi comment désormais la transition écologique – avec le besoin d'électrifier les usages – sert aussi de prétexte à sécuriser l'accès à l'eau pour les industriels des semi-conducteurs ou des data centers.

F. B. : Oui, parce qu'on a une transition écologique qui est carbo-réductionniste, c'est-à-dire qui s'intéresse uniquement aux émissions de CO₂, en occultant tout le reste. Et, effectivement, l'électrification, comme le numérique, implique une course aux métaux, ce qui veut dire des besoins colossaux en eau.

C'était important pour nous de déconstruire certaines idées reçues, notamment celle d'une « transition écologique et numérique ».

Comme si, en soi, le numérique était synonyme de mieux-disant écologique. C'est absolument faux et c'est le fruit d'un récit, forgé depuis des décennies, pour nous faire croire que le numérique s'affranchirait de la matière et de la pression sur les écosystèmes.

En réalité, depuis les mines, en passant par la production de semi-conducteurs, le fonctionnement des data centers, jusqu'à tous les appareils numériques qu'on a entre nos mains, on a un continuum qui demande beaucoup, beaucoup de matières premières et, à chacune des étapes, énormément d'eau. À un moment, ce n'est plus soutenable.

Face à ce secteur-là qui est dans une croissance exponentielle, notamment en raison du développement de l'intelligence artificielle (IA), il y a une forme de gouffre hydrique qui se présente devant nous. Il faut se rappeler que le secteur des data centers, c'est 30 % de croissance par an. Aux États-Unis, on construit plus de data centers que de bureaux. Là, le côté systémique est intéressant, car qui pointe le bout de son nez dans cette équation-là ? Ce sont les acteurs industriels de l'eau, qui disent : « *Vous n'y arrivez pas, mais on peut vous construire une usine de désalinisation, on peut produire de l'eau pour vous.* »

Effectivement, vous le montrez bien, plus la ressource en eau est dégradée, plus il y a un marché.

N. C. : Oui, ce sont des sortes d'intérêts bien compris où le secteur des technologies de dépollution de l'eau devient l'acteur qui permet aux autres leur forme d'accaparement. Sans ces « solutions » de traitement de l'eau de plus en plus complexes et chères, on serait obligés de se demander justement comment on utilise l'eau, comment on se la partage. En somme, de questionner les usages de l'eau.

Le solutionnisme technologique est un autre nom pour le “business as usual” et la destruction du vivant.

Là-dessus, nous racontons comment des géants de l'eau comme Veolia, Suez et d'autres, qui faisaient leur business en distribuant l'eau dans les villes, ont été obligés de revoir leur modèle, prenant acte d'un mouvement de remunicipalisation (à la suite de nombreux scandales financiers notamment). Ils se présentent depuis une dizaine d'années comme des champions de la « transition écologique » et de la dépollution. D'après leurs déclarations aux investisseurs, leurs clients ne sont pourtant pas les usagers individuels, vous et moi, qui avons besoin d'eau pure au robinet : leurs principales cibles commerciales sont les infrastructures industrielles, comme les data centers ou les usines de semi-conducteurs, qui ont besoin d'eau très pure pour ne pas corroder leurs équipements, etc.

Ces procédés sont aussi extrêmement énergivores et ont des effets délétères sur les écosystèmes. L'eau relève d'enjeux éminemment locaux. Ce qui est prélevé ici ne peut pas être compensé en remplissant une nappe à l'autre bout du pays. Et puis derrière, *quid* de tous les autres effets de l'extraction minière, sur la biodiversité, sur la destruction des terres arables qu'on utilise pour alimenter cette machine ?

F. B. : Ce solutionnisme technologique est un autre nom pour le *business as usual* et la destruction du vivant. [La réutilisation des eaux grises](#), qui semble être du bon sens, c'est une façon de ne pas questionner les usages, de les pérenniser, et c'est de l'eau qui n'est pas rendue aux milieux. Donc, cela portera atteinte à la bonne santé des écosystèmes.

On se rend compte qu'on contrôle 20 PFAS depuis janvier 2026, alors que l'EPA américaine parle de 14 000 variétés de PFAS.

Fabien Benoit

Et puis, on peut dérouler le même raisonnement sur la désalinisation, qui répond à la même logique, avec toujours des conséquences très lourdes d'un point de vue écologique. L'impensé, c'est celui des interdépendances. On ne peut pas traiter le sujet de l'eau isolément, sans traiter celui de la biodiversité, de la santé des milieux, de la santé humaine. Alors que dans le débat public, dans les discours politiques, le sujet a tendance à être traité de manière uniquement technique, comme une question de flux, de stocks. Les industriels de l'eau parlent de « produire de l'eau », comme si on pouvait en fabriquer de toutes pièces, ce qui est complètement inepte.



Un bassin de recyclage des eaux grises pour la réutilisation en agriculture, à Argelès-sur-Mer, le 17 octobre 2024. © Photo Jean-Christophe Milhet / Hans Lucas via AFP

L'eau en bouteille a historiquement construit son modèle économique sur celui de la santé. Les industriels ne voient pas d'un mauvais œil l'inquiétude grandir sur la qualité de l'eau.

F. B. : Le risque avec l'eau en bouteille, deux mille fois plus énergivore que l'eau du robinet, c'est que cela devienne effectivement une réponse de marché à un problème public, qui est celui de la qualité de l'eau. Et en même temps, l'industrie de l'embouteillage [a subi quand même des revers](#), des polémiques qui font que la pureté supposée des eaux en bouteille en a pris un coup. Un doute est en train de se diffuser autour des eaux en bouteille, avec, évidemment, le cas emblématique de Nestlé, mais pas uniquement.

[Dossier Polluants éternels : la France empoisonnée à perpétuité 33 articles](#)

Et il y a tout ce qu'on ne veut pas voir quand on parle de qualité de l'eau au sens large, qu'il s'agisse de l'eau en bouteille ou du robinet. Il y a plein de choses qu'on ne tente pas de détecter. Sur la question des PFAS, c'est particulièrement interpellant. On se rend compte qu'on contrôle 20 PFAS depuis janvier 2026, alors que l'EPA américaine parle de 14 000 variétés de PFAS ou qu'une autre agence américaine évoque plutôt 2 millions. Il y aurait sans doute une panique morale totale si on commençait à essayer de détecter tout ça.

N. C. : Face aux pollutions au PFAS, aux pesticides, on se dit : soit on boit de l'eau en bouteille, soit on « maxifiltre » l'eau qui va arriver au robinet. Et c'est ce qu'on voit en Île-de-France avec le projet du Syndicat des eaux de la région, qui est un projet à 1 milliard pour avoir de l'eau potable pour une partie des communes d'Île-de-France, dont Paris ne fait pas partie. Ce projet mise très majoritairement sur le traitement, alors qu'il serait entre cinq et dix fois moins cher de prévenir plutôt que guérir, d'après certaines études. La régie publique Eau de Paris, par exemple, a essayé de passer des pactes avec les agriculteurs pour avoir moins d'épandage de pesticides, donc ils peuvent se permettre de mettre en place des solutions de traitement moins coûteuses.

Mais certains y trouvent leur compte. L'entreprise DuPont, qui est une grande émettrice de PFAS, est la même qui vend des membranes de filtration des PFAS pour potabiliser l'eau. Water Europe, qui est le lobby européen des entreprises de traitement de l'eau, dont Suez-Veolia et autres, demande à la Commission européenne 255 milliards sur cinq ans, juste pour investir dans ces technologies de traitement. Il y a un risque de système à deux vitesses, entre les grandes métropoles qui pourront investir dans ces systèmes très coûteux de dépollution de l'eau et des communautés de communes rurales pour lesquelles ce sera beaucoup trop cher.

[Lucie Delaporte](#)